

# Projet communiste : La dynamique d'une autre politique à gauche

**N**ous nous étions fixés avec ce 31<sup>ème</sup> Congrès une ambition : contribuer à donner un sens et une cohérence à un projet communiste moderne et changer nos statuts pour construire une organisation politique plus efficace, libérant les capacités d'initiatives de ses adhérentes et de ses adhérents.

Sans sous-estimer le travail qui reste à accomplir pour faire vivre cette ambition, ce congrès aura été l'occasion durant des mois, d'un réel bouillonnement d'idées. En liaison intime avec les urgences de l'actualité, les communistes n'ont pas esquivé les questions et débats, souvent difficiles, auxquels nous sommes confrontés.

La richesse de nos débats tient au fond à une démarche qui nous anime en permanence. C'est à partir des réalités contemporaines, des luttes et aspirations des citoyens en France et dans le monde, que nous cherchons à ouvrir des perspectives de transformation radicale de l'ordre capitaliste. Dans la diversité de nos approches, personne ne songe à proposer un projet communiste clé en main. Le souci est inverse. Les communistes entendent inséparablement travailler à des réponses concrètes aux préoccupations de la vie quotidienne comme aux interrogations concernant l'avenir de la société et de l'humanité.

Cette conception du débat et de l'engagement citoyen tranchent singulièrement avec le spectacle affligeant qui domine actuellement la vie politique. Décider de faire vivre notre projet communiste au cœur de la campagne électorale est à la mesure des exigences qui montent de partout contre la marchandisation du monde, des forces qui se dressent contre la domination des marchés financiers. Tout ceux que l'objectif de tempérer le capitalisme ne font pas rêver ont besoin de communistes porteurs d'un projet.

Etre le parti de la relève en acte du capitalisme implique de mobiliser les énergies et les intelligences dans le débat et l'élaboration de solutions neuves. Mais n'est-ce pas là l'originalité et l'apport des communistes à une campagne électorale dans laquelle les autres forces cherchent à masquer les enjeux ?

L'actualité renforce la nécessité de faire vivre un projet communiste bien ancré dans les enjeux immédiats. Personne n'ignore les exigences à construire un autre monde.

Jour après jour, la poursuite des bombardements améri-

cains en Afghanistan, en provoquant la mort de civils, l'exode de réfugiés, menace de déstabiliser des régions entières. La grande responsabilité de la France et de l'Union européenne n'est pas de se conformer à la stratégie américaine, mais de proposer des moyens appropriés à la riposte face au terrorisme.

***“Nous cherchons à ouvrir des perspectives de transformation radicale de l'ordre capitaliste”***

La lutte contre le terrorisme est l'affaire de toute la communauté internationale car il est la négation même de l'espoir d'une libération humaine. Le terrorisme de Ben Laden et de son réseau n'est en rien une violence des opprimés, c'est une violence de riches, de dominants. Le totalitarisme intégriste s'est nourri de l'argent sale des paradis fiscaux, du commerce de la drogue, et son objectif vise à étendre sur les sociétés arabes et musulmanes sa tyrannie obscurantiste. Il est parfaitement intégré au système capitaliste et l'on voit avec quel cynisme ses théoriciens et activistes ont bénéficié du soutien d'états occidentaux et principalement des Etats-Unis. De plus, l'aggravation des inégalités, des injustices et des humiliations constitue un terreau fertile au développement du fanatisme. Depuis le 11 septembre, la mondialisation capitaliste est plus que jamais en accusation et l'on mesure l'impasse de ceux qui ne veulent que limiter les excès de ce système.

Les exigences de justice, de solidarité sont au cœur du vaste mouvement contre la mondialisation capitaliste, comme en témoignent les mobilisations dans de nombreux pays lors de la conférence de l'OMC au Qatar. Alors que le monde connaît un retournement de conjoncture économique, que la récession gagne de nombreux pays et que le chômage repart à la hausse, les dirigeants de l'OMC veulent étendre à la santé, la culture, l'énergie, aux services publics... la logique marchande afin de satisfaire les intérêts des multinationales et des marchés.

Les communistes ont beaucoup débattu de ces enjeux. Le problème n'est pas tant de dénoncer les méfaits de l'actuelle mondialisation que de concevoir une stratégie de codéveloppement partagé des peuples. Nous sommes, dans ce mouvement, porteurs de propositions et d'initiatives permettant d'aider à rassembler autour d'objectifs transformateurs. Face à la domination des marchés, une taxation des flux financiers et une réduction ou une annulation de la dette des pays en voie de développement sont nécessaires, mais nous voulons aussi faire grandir l'idée d'un nouveau financement de l'économie par un changement d'orientation imposé aux banques et institutions financières (FMI, Banque Mondiale), par des coopérations monétaires favorisant des investissements créateurs d'emplois, de formation. Les travailleurs en lutte de Moulinex ne se sont pas trompés de cible en allant directement auprès des banques contester leurs responsabilités.

Au moment où la BCE vient d'annoncer une nouvelle baisse de ses taux, nous devons exiger que l'euro serve l'emploi et le développement et non les placements financiers. Les communistes ont insisté, à juste titre durant leur congrès, pour que les enjeux européens soient mieux intégrés à notre activité quotidienne. Rechercher les coopérations intimes avec les autres forces progressistes devient indispensable si nous voulons modifier les rapports de forces. Le " Forum pour un autre monde " que nous allons organiser en février sera un des moments forts, au cœur de la campagne, pour débattre sur les moyens de construire une alternative politique.

Nous voulons être utiles sur toutes les questions concernant la vie de nos concitoyens. L'adoption du budget de la France est un acte important. Les parlementaires communistes, ont pu, en lien avec le mouvement social, arracher des moyens supplémentaires non négligeables. C'est le cas des 3,9 milliards pour les hôpitaux publics ou de mesures favorables au pouvoir d'achat des familles populaires. Mais ce budget reste sous la contrainte du Pacte de stabilité et des injonctions de la BCE. Il n'est pas en mesure de répondre aux attentes sociales et donc de consolider une

croissance qui ne cesse de s'effriter. Il en va aussi de l'attitude face aux grands groupes et entreprises qui entendent profiter de la conjoncture pour restructurer leurs activités et licencier des milliers de personnes afin de satisfaire leurs actionnaires. La mobilisation de cinquante six grands patrons contre les amendements communistes à la loi de modernisation sociale témoigne de son utilité pour les salariés et le besoin d'anticiper son application. Il en va de même de l'utilisation de la loi Hue sur le contrôle des fonds publics versés aux entreprises.

Nous disposons sur ce terrain, d'un capital d'idées, de propositions, d'expériences et de luttes engagées, à faire fructifier. La question de la responsabilité sociale des entreprises et des pouvoirs dans l'entreprise sera un des axes structurants de notre campagne. Pouvoirs sur la gestion et la stratégie, pouvoirs sur l'utilisation de l'argent : il s'agit bien là de briser un véritable tabou du capitalisme qu'aucune autre force politique n'entend efficacement remettre en cause.

Ces enjeux ont mobilisé durant des mois l'intelligence des communistes qui ont affiné leurs réflexions. Mais nous entendons travailler ces propositions en dégagant des lignes de force et des pistes d'actions concrètes pour faire vivre un projet communiste que nous voulons coélaborer avec les citoyens. C'est une conception nouvelle de la politique répondant aux aspirations à être acteurs et décideurs, une démocratie favorisant une intervention directe des citoyens dans l'ensemble des sphères de la vie sociale, économique et politique.

***“Nous disposons (...) d'un capital d'idées, de propositions, de luttes engagées à faire fructifier”***

Nous allons aborder les échéances électorales avec des repères plus solides, porteurs d'une autre vision de la mondialisation et ouvrant des perspectives concrètes pour un nouvel âge de la démocratie en France et dans le monde.

J'ai ainsi la conviction que nous pouvons bousculer la donne politique et déjouer les pièges de ceux qui veulent enfermer les électeurs de gauche dans un choix réducteur. En amplifiant la dynamique que porte notre projet, des millions de gens peuvent s'emparer du vote communiste pour exprimer le besoin d'une autre politique à gauche. ■



**Michel Duffour**, membre de la présidence du Conseil national du PCF